



Communiqué de presse : grève à 35% dans le second degré

Selon les premières remontées dont dispose le SNES-FSU, plus d'un personnel sur 3 dans les collèges et lycées a répondu à l'appel à la grève des 9 fédérations de fonctionnaires. Le SNES-FSU considère que ce bon taux de grévistes est le signe d'une mobilisation qui s'inscrit dans la durée, dans la suite des nombreux combats menés cette année contre les conditions catastrophiques de préparation de la rentrée 2019, contre la réforme des lycées et du baccalauréat, contre la loi Blanquer, pour la revalorisation des salaires.

Le mot d'ordre principal de cette grève, l'opposition à la loi dite de transformation de la Fonction publique, a particulièrement mobilisé dans le second degré, traduction de la colère face à la stigmatisation des fonctionnaires dont cette loi est porteuse. Gérer les personnels dans l'opacité et l'arbitraire (suppression des compétences des commissions paritaires et fragilisation des CHSCT, recours accru aux contractuels, sanctions alourdies avec la possibilité d'exclusions de 3 jours sans CAP, etc), supprimer des pans entiers du service public pour les transférer au privé sont les véritables intentions du gouvernement. Dans l'éducation, cette politique se décline par une réduction de l'offre d'enseignement, une dénaturation des métiers et un déni des difficultés de pouvoir d'achat des personnels. Les personnels exigent des réponses immédiates aux difficultés rencontrées dans la préparation de rentrée, et, a minima, un moratoire sur la réforme du lycée et du bac. Les personnels ne se contenteront pas non plus de réponses dilatoires sur les salaires, l'ouverture annoncée de discussions ne suffit pas et doit être complétée par des mesures immédiates, par exemple le doublement des primes versées à tous.

La réforme des retraites confirmée par le Président de la République, fait aussi partie des motifs d'inquiétude car elle pourrait aboutir à une baisse drastique des pensions de tous et tout particulièrement des personnels d'enseignement du fait de la faiblesse de leurs primes.

Le SNES-FSU appelle les personnels à se réunir dans les établissements pour débattre des suites à donner à ce mouvement, il a d'ores et déjà proposé à toutes les fédérations de l'éducation et aux parents une grande manifestation nationale à Paris samedi 18 mai. Si le gouvernement s'entête et ne répond pas aux revendications, il prend la responsabilité d'une poursuite et d'une amplification du mouvement, y compris au moment des examens.